

Mandat d'arrêt de la CPI contre le président soudanais

Arrib News, 05/03/2009 – Source Reuters La Cour pénale internationale a émis mercredi un mandat d'arrêt contre le président du Soudan, Omar Hassan al Bachir, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, une décision qui ranime les craintes de nouvelles violences en Afrique de l'Est. La CPI, qui a établi sept chefs d'accusation, dont ceux de meurtre et de déplacement forcé de populations, a estimé ne pas disposer d'éléments suffisants pour retenir le chef d'accusation de génocide. Le président soudanais est le personnage politique le plus important poursuivi par la CPI depuis sa création en 2002.

L'émission de ce mandat d'arrêt pourrait provoquer des troubles au Soudan et nuire aux espoirs de paix dans la région, au point que le département d'Etat américain a immédiatement réagi. En visite avec Hillary Clinton à Jérusalem, le porte-parole du département d'Etat, Robert Wood, a mis en garde contre d'éventuelles agressions contre les civils et les intérêts étrangers. Celles-ci "doivent être évitées et ne seront pas tolérées", a-t-il dit, ajoutant toutefois que les Etats-Unis "estiment que ceux qui ont commis des atrocités doivent être traduits en justice". Bachir, qui est au pouvoir depuis 20 ans, a rejeté les accusations de la CPI estimant, par la voix d'un de ses conseillers s'exprimant à la télévision, qu'elles font partie d'un plan "néo-colonialiste" occidental. "Ils peuvent le ravalier (leur mandat)", avait lancé Bachir à ses partisans réunis dans le nord du pays mardi. Des centaines de manifestants se sont rassemblés dans le centre de Khartoum pour protester contre l'émission du mandat d'arrêt de la CPI. Des responsables de l'ONU rapportent que la tension s'est également accrue au Darfour, et que des centaines de soldats soudanais ont défilé dans la capitale régionale El Fasher pour procéder à une démonstration de force. "Il semble qu'ils voulaient montrer à la population qu'ils étaient encore les maîtres de la situation (...). Le message était 'Nous sommes là. Tenez-vous tranquilles'", a expliqué un représentant de l'ONU. Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé le gouvernement soudanais à continuer de coopérer avec toutes les organisations de l'ONU et de garantir la sécurité de leurs membres. "Les Nations unies vont poursuivre leurs opérations de paix, humanitaires, de défense des droits de l'Homme et leurs activités de développement au Soudan", précise un communiqué. La Chine, l'Union africaine et la Ligue arabe ont laissé entendre qu'une inculpation du président soudanais pourrait déstabiliser la région, aggraver le conflit du Darfour, voire menacer l'accord de paix fragile conclu entre Khartoum et le Sud semi-autonome. "Bachir et son gouvernement islamique fondamentaliste ne renonceront jamais au pouvoir", a estimé Abdel Wahed Mohamed Ahmed Al Nur, fondateur du mouvement rebelle de libération du Soudan. "Mais le Mouvement de libération du Soudan et ceux qui croient dans la justice et dans les droits de l'Homme sont prêts à le chasser du pouvoir par le soulèvement populaire et cent autres moyens", a-t-il ajouté. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à tenir "une session d'urgence" pour reporter le mandat d'arrêt. De son côté, le Tchad voisin a opté pour une position de fermeté et d'attente. "En tant que ministre tchadien des Droits de l'Homme, je prends acte de la décision de la Cour pénale internationale et je suis pour l'application effective du droit", a déclaré Abderamane Djasnabaille. Des responsables onusiens estiment qu'au moins 300.000 personnes sont mortes dans le conflit du Darfour depuis 2003. Khartoum parle de 10.000 tués. Environ 2,7 millions de personnes auraient été déplacées en raison des combats menés de l'opposition rebelles, principalement non-arabes, contre le gouvernement.